

## MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

[C — 22007]

Accord national  
dento-mutualiste du 9 décembre 1992

La Commission nationale dento-mutualiste a au cours de sa séance du 9 décembre 1992 fixé comme suit les conditions d'un accord pour les années 1993 et 1994.

## A. Nomenclature :

La nomenclature des prestations de santé à laquelle se réfère le présent accord est celle qui était en vigueur le 31 décembre 1992, moyennant les modifications suivantes :

## 1. Traitements préventifs :

1.1. La prestation 302050 fluorisation complète de l'ensemble de la denture, y compris le nettoyage et le polissage, par an et jusqu'au 14<sup>ème</sup> anniversaire est supprimée.

1.2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994, le droit à une prestation de la rubrique « Traitements préventifs » est conditionné par le recours, au cours des douze mois précédant cette prestation, soit à une prestation de la rubrique « Soins conservateurs », soit à une prestation de la rubrique « Orthodontie », soit à une prestation de la rubrique « Traitements préventifs », soit à une consultation.

## 2. Extractions :

2.1. Les prestations n<sup>os</sup> 303015 à 303041, la prestation 303052 — 303063 et les prestations n<sup>os</sup> 303133 à 303166 sont supprimées.

2.2. Le libellé de la prestation 303170 — 303181 est précisé pour éviter une application abusive.

## 3. Soins conservateurs :

3.1. La prestation 303870 — 303881 Restauration complète de couronne de dent lactéale est supprimée.

## 4. Prothèses :

4.1. Les conditions d'intervention de l'assurance pour la prothèse partielle de 12 et de 13 dents (n<sup>os</sup> 306493 — 306504 et 306515 — 306526) sont assimilées aux conditions d'intervention pour la prothèse amovible totale.

4.2. Maintien des conditions d'intervention pour les prothèses partielles de 1 à 11 dents.

## 5. Radiographies :

5.1. Le statut radiographique complet (n<sup>o</sup> 307075 — 307086) est supprimé.

5.2. L'intervention pour le cliché panoramique (n<sup>o</sup> 307090 — 307101) n'est plus due qu'une seule fois par an sauf autorisation préalable du médecin-conseil.

## B. Honoraires :

Les montants des honoraires pour les traitements préventifs et pour les prothèses sont maintenus, pour l'année 1993, aux valeurs qui leur étaient attribuées au 31 décembre 1992.

Les montants des honoraires pour les soins conservateurs, tels qu'ils étaient fixés au 31 décembre 1992, sont majorés de 1 p.c.

Les montants des honoraires pour les autres prestations, tels qu'ils étaient fixés au 31 décembre 1992, sont majorés de 2 p.c.

L'indexation des honoraires sera négociée avant le 30 novembre 1993 pour entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

## C. Intervention personnelle du bénéficiaire :

## 1. Traitements préventifs :

1.1. Pour la prestation n<sup>o</sup> 302013 : premier examen buccal jusqu'au 14<sup>ème</sup> anniversaire, il est instauré une intervention personnelle identique à celle prévue pour la prestation n<sup>o</sup> 301910.

## 2. Radiographies :

2.1. Pour les prestations de la rubrique « Radiographies », il est instauré une intervention personnelle de 25 p.c. Cette intervention est ramenée à 10 p.c. pour les P.V.I.O. bénéficiant du régime préférentiel.

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

[C — 22007]

Nationaal akkoord tandheelkundigen-ziekenfondsen  
van 9 december 1992

De Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen heeft in haar vergadering van 9 december 1992 de voorwaarden van een akkoord voor de jaren 1993 en 1994 als volgt vastgelegd.

## A. Nomenclatuur :

De nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen waarnaar in dit akkoord wordt verwezen, is die welke gold op 31 december 1992, mits daarin de volgende wijzigingen worden aangebracht :

## 1. Preventieve behandelingen :

1.1. De verstrekking 302050 — Volledige fluoridering van het gehele gebit, inclusief het reinigen en polijsten, per jaar en tot de 14<sup>e</sup> verjaardag — wordt geschrapt.

1.2. Vanaf 1 januari 1994 wordt het recht op een verstrekking uit de rubriek « Preventieve behandelingen » afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat in de loop van de twaalf maanden vóór die verstrekking, ofwel een verstrekking uit de rubriek « Conserverende verzorging », ofwel een verstrekking uit de rubriek « Orthodontie », ofwel een verstrekking uit de rubriek « Preventieve behandelingen », ofwel een raadpleging is verricht.

## 2. Extracties :

2.1. De verstrekkingen nrs. 303015 tot 303041, de verstrekking nr. 303052 — 303063 en de verstrekkingen nrs. 303133 tot 303166 worden geschrapt.

2.2. De omschrijving van de verstrekking 303170 — 303181 wordt nader bepaald om te voorkomen dat ze onrechtmatig wordt toegepast.

## 3. Conserverende verzorging :

3.1. De verstrekking nr. 303870 — 303881 Volledige opbouw van de kroon van een melktand wordt geschrapt.

## 4. Prothesen :

4.1. De voorwaarden inzake verzekeringstegemoetkoming voor de partiële prothese met 12 en met 13 tanden (nrs. 306493 — 306504 en 306515 — 306526) worden gelijkgesteld met de voorwaarden inzake tegemoetkoming voor de volledige uitneembare prothese.

4.2. Behoud van de voorwaarden inzake tegemoetkoming voor de partiële prothesen van 1 tot 11 tanden.

## 5. Radiografieën :

5.1. De volledige radiografische status (nr. 307075 — 307086) wordt geschrapt.

5.2. De tegemoetkoming voor het panoramisch cliché (nr. 307090 — 307101) is nog slechts één keer per jaar verschuldigd, behoudens voorafgaande toestemming van de adviserend geneesheer.

## B. Honoraria :

De bedragen van de honoraria voor de preventieve behandelingen en voor de prothesen worden voor 1993 behouden op de waarden die op 31 december 1992 daaraan waren toegekend.

De bedragen van de honoraria voor de conserverende verzorging zoals ze op 31 december 1992 waren vastgesteld, worden verhoogd met 1 pct.

De bedragen van de honoraria voor de andere verstrekkingen zoals ze op 31 december 1992 waren vastgesteld, worden verhoogd met 2 pct.

Over de indexering van de honoraria zal worden onderhandeld vóór 30 november 1993 opdat ze op 1 januari 1994 in werking treedt.

## C. Persoonlijk aandeel van de rechthebbende :

## 1. Preventieve behandelingen :

1.1. Voor de verstrekking nr. 302013 — Eerste jaarlijks mondonderzoek tot de 14<sup>e</sup> verjaardag — wordt een persoonlijk aandeel ingevoerd dat identiek is met het persoonlijk aandeel waarin is voorzien voor de verstrekking nr. 301910.

## 2. Radiografieën :

2.1. Voor de verstrekkingen uit de rubriek « Radiografieën » wordt een persoonlijk aandeel van 25 pct. ingevoerd. Dat aandeel wordt verminderd tot 10 pct. voor de G.W.I.W. die de voorkeurregeling genieten.

**3. Prothèses :**

3.1. Pour les prestations 306013 à 306061 de la rubrique « Prothèses », il est instauré une intervention personnelle de 5 % pour les P.V.I.O. bénéficiant du régime préférentiel.

**D. Tiers payant :****1. Soins conservateurs :**

Le système du tiers payant est interdit sauf pour les bénéficiaires de moins de 18 ans, les P.V.I.O. bénéficiant du régime préférentiel et dans les situations visées à l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 octobre 1986 relatif au tiers payant.

**2. Radiographies :**

Le système du tiers payant est interdit conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 octobre 1986 précité; toutefois cette interdiction entre en vigueur le 1er janvier 1993.

**3. Surveillance :**

3.1. Les parties conviennent d'évaluer, à la fin de chaque année, les effets des dispositions concernant le système du tiers payant et de proposer les mesures que pourraient indiquer les résultats de cette évaluation.

3.2. Les parties conviennent d'instituer, au sein de la Commission nationale dento-mutualiste, un groupe paritaire chargé d'examiner les litiges nés de l'application du système du tiers payant.

**E. Mesures de correction :**

En cas de dépassement significatif ou de risque de dépassement significatif constaté sur base des dépenses du premier semestre 1993, des mesures de correction pourront être prises et entrer en vigueur à partir du 1er janvier 1994.

**F. Statut social :**

Pour les années 1993 et 1994, la Commission formule l'avis que ces avantages devraient être indexés annuellement conformément à l'évolution de l'indice des prix à la consommation constatée le 31 octobre de l'année précédente.

**G. Durée de l'accord :**

1. Le présent accord est conclu pour une durée de deux ans venant à échéance le 31 décembre 1994; il peut cependant être dénoncé, par lettre motivée, recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission nationale dento-mutualiste, par une des parties, avant le 1er décembre 1993 pour l'année suivante, si cette partie estime que l'un de ses points n'est pas respecté. Une partie est valablement représentée lorsqu'elle réunit au moins six des membres qui la représentent.

2. Les conditions d'une telle dénonciation sont réunies lorsque l'évolution des dépenses pour les prestations dentaires révèle une distorsion manifeste entre les prévisions et estimations faites au moment de la négociation du présent accord et les dépenses réelles.

3. Par ailleurs, lorsqu'un praticien de l'art dentaire veut renoncer à son adhésion au présent accord, il le fait savoir par lettre recommandée adressée au Service des soins de santé de l'I.N.A.M.I. avant le 15 décembre 1993; cette renonciation prend cours le 1er janvier 1994.

4. Aucune modification de l'arrêté royal établissant la nomenclature des prestations de santé — en dehors de celles résultant des mesures de correction visées au point E — n'est opposable au praticien de l'art dentaire jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle il a accepté les termes du présent accord.

En l'absence de manifestation contraire de la volonté du praticien de l'art dentaire dans les trente jours qui suivent la publication d'une telle modification, celle-ci est toutefois considérée comme incluse dans les termes du présent accord.

**H. Autres dispositions :**

Les dispositions suivantes de l'accord du 14 décembre 1986 restent en vigueur :

- le point C relatif aux conditions d'application de l'accord;
- le point H relatif aux formalités.

**I. Limitation de l'offre :**

La Commission nationale dento-mutualiste appuie unanimement la proposition de prendre, dans les meilleurs délais, les mesures propres à réaliser la limitation de l'offre pour les praticiens de l'art dentaire.

**3. Prothesen :**

3.1. Voor de verstrekkingen nrs. 306013 tot 306061 uit de rubriek « Prothesen » wordt een persoonlijk aandeel van 5 pct. ingevoerd voor de G.W.I.W. die de voorkeurregeling genieten.

**D. Derdebetalersregeling :****1. Conserverende verzorging :**

De derdebetalersregeling is verboden behalve voor de rechthebbenden, jonger dan 18 jaar, voor de G.W.I.W. die de voorkeurregeling genieten en in de situaties, bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 betreffende de derdebetalersregeling.

**2. Radiografieën :**

De derdebetalersregeling is verboden overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld koninklijk besluit van 10 oktober 1986; dat verbod treedt echter in werking op 1 januari 1993.

**3. Toezicht :**

3.1. De partijen komen overeen op het eind van elk jaar het effect van de bepalingen betreffende de derdebetalersregeling te evalueren en de maatregelen voor te stellen die door de resultaten van die evaluatie zouden kunnen worden aangegeven.

3.2. De partijen komen overeen in de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen een paritaire groep in te richten die er mee belast is de geschillen te onderzoeken die voortvloeien uit de toepassing van de derdebetalersregeling.

**E. Correctiemaatregelen :**

In geval van beduidende overschrijding of risico op beduidende overschrijding, vastgesteld op grond van de uitgaven van het eerste semester 1993, zullen correctiemaatregelen kunnen worden genomen en in werking kunnen treden vanaf 1 januari 1994.

**F. Sociaal statuut :**

Voor de jaren 1993 en 1994 formuleert de Commissie het advies dat die voorzieningen jaarlijks zouden moeten worden geïndexeerd overeenkomstig de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen, vastgesteld op 31 oktober van het vorige jaar.

**G. Duur van het akkoord :**

1. Dit akkoord wordt gesloten voor een periode van twee jaar die verstrijkt op 31 december 1994; het mag evenwel met een ter post aangetekend gemotiveerd schrijven, gericht aan de Voorzitter van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen, door één van de partijen vóór 1 december 1993 voor het volgend jaar worden opgezegd, wanneer die partij meent dat één van de punten ervan niet in acht wordt genomen. Een partij is deugdelijk vertegenwoordigd wanneer ze bestaat uit ten minste zes van de leden die haar vertegenwoordigen.

2. Aan de voorwaarden van een dergelijke opzegging is voldaan als uit de evolutie van de uitgaven voor de tandheelkundige verstrekkingen een kennelijke distorsie blijkt tussen de vooruitzichten en ramingen die zijn gemaakt op het ogenblik waarop over dit akkoord is onderhandeld, en de werkelijke uitgaven.

3. Wanneer voorts een tandheelkundige zijn toetreding tot dit akkoord wil verzaken, meldt hij dat met een aangetekend schrijven gericht aan de Dienst voor geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V. vóór 15 december 1993; die verzaking gaat in op 1 januari 1994.

4. Geen enkele wijziging van het koninklijk besluit tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen buiten die welke voortvloeien uit de onder punt E bedoelde correctiemaatregelen kan tegen de tandheelkundige worden aangevoerd tot het einde van het jaar tijdens hetwelk hij de bedingen van dit akkoord heeft aanvaard.

Bij ontstentenis van andersluidende wilsuiting van de tandheelkundige binnen dertig dagen na de bekendmaking van een dergelijke wijziging, wordt deze evenwel geacht begrepen te zijn in de bedingen van dit akkoord.

**H. Andere bepalingen :**

De volgende bepalingen van het akkoord van 14 december 1986 blijven gelden :

- punt C betreffende de voorwaarden waaronder het akkoord wordt toegepast.
- punt H betreffende de formaliteiten.

**I. Beperking van het aanbod :**

De Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen steunt eenparig het voorstel dat ertoe strokt zo vlug mogelijk de maatregelen te nemen aan de hand waarvan het aanbod aan tandheelkundigen kan worden beperkt.

**J. Respect des honoraires de l'accord :**

La Commission nationale dento-mutualiste se réjouit de prendre acte de la décision des organisations représentatives du Corps dentaire de recommander aux praticiens de l'art dentaire concernés le respect des honoraires prévus par l'accord, avant même l'entrée en vigueur de ce dernier, dès son approbation par le Ministre des Affaires sociales et au plus tôt le 1er janvier 1993.

**J. Inachtneming van de bij het akkoord bedongen honoraria :**

De Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen neemt met genoegen akte van de beslissing van de representatieve organisaties van tandheelkundigen om de betrokken tandheelkundigen aan te bevelen de in het akkoord bepaalde honoraria na te leven nog vóór het akkoord in werking wordt gebracht, zodra het door de Minister van Sociale Zaken is goedgekeurd en op zijn vroegst op 1 januari 1993.

**EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN****VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE****MINISTÈRE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP****Bestuur Natuurbehoud en -ontwikkeling****Dienst Waters en Bossen. — Jachtexamen 1993**

Overeenkomstig het besluit van de Vlaamse Executieve van 29 mei 1991 tot inrichting van het jachtexamen wordt op 24 april 1993 een jachtexamen ingericht.

De aanvragen tot deelneming aan het examen moeten, ten laatste vijftig kalenderdagen vóór bovenvermelde datum — dit wil zeggen ten laatste op 5 maart 1993 — bij aangetekende brief, toekomen bij het Bestuur Natuurbehoud en -ontwikkeling, Dienst Waters en Bossen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel.

Zij moeten volgende gegevens bevatten :

- naam, voornamen en volledig adres van de kandidaat;
- geboortedatum en beroep van de kandidaat;
- soort van het gekozen examen (volledig examen (C), A-complementair (Ac) of B-complementair (Bc));
- verklaring van de kandidaat dat hij het examenprogramma kent evenals de voorwaarden tot deelneming aan het jachtexamen.

De aanvragen tot deelneming aan dit examen moeten verplicht worden ingediend aan de hand van een speciale inschrijvingskaart, die te verkrijgen is op voormeld adres, de provinciale buitendiensten van de dienst « Waters en Bossen » en bij de arrondissementscommissariaten.

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE****Direction de la Conservation et du Développement de la nature****Service Eaux et Forêts. — Examen de chasse 1993**

Conformément, l'arrêté de l'Exécutif flamand du 29 mai 1991 organisant l'examen de chasse, un examen de chasse est organisé le 24 avril 1993.

Les demandes de participation à l'examen doivent parvenir à l'administration compétente (« Bestuur Natuurbehoud en -ontwikkeling, Dienst Waters en Bossen »), rue Belliard 14-18, 1040 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste, au moins cinquante jours-calendrier avant la date susvisée, c'est-à-dire au plus tard le 5 mars 1993.

Les demandes doivent mentionner :

- le nom, prénoms et adresse complète des candidats;
- la date de naissance et la profession des candidats;
- le type de l'examen choisi (examen complet (C) ou A-complémentaire (Ac) ou B-complémentaire (Bc));
- la déclaration du candidat qu'il satisfait aux conditions de participation à l'examen et qu'il connaît le programme de l'examen.

Les demandes de participation à l'examen seront obligatoirement déposées à l'aide d'une fiche spéciale d'inscription qui peut être obtenue à l'adresse susmentionnée, les services provinciaux du service « Eaux et Forêts », ainsi qu'aux commissariats d'arrondissement.

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST****MINISTÈRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE****Eaux et Forêts. — Examen de chasse 1993**

En application de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 janvier 1991 organisant l'examen de chasse, un examen de chasse sera organisé le 24 avril 1993.

Les demandes d'inscription à cet examen doivent être introduites au moyen du formulaire disponible dans le Service des Eaux et Forêts, rue de Trèves 49, 1040 Bruxelles. Ce formulaire dûment rempli doit parvenir à cette adresse, par pli recommandé à la poste, au moins cinquante jours calendrier avant la date susmentionnée (c'est-à-dire au plus tard le 5 mars 1993).

Ces demandes doivent mentionner sur une fiche :

- les nom, prénoms et adresse complète du candidat;
- la déclaration du candidat qu'il connaît le programme d'examen et qu'il satisfait aux conditions de participation à l'examen de chasse.

Les candidats paieront au préalable leur droit d'inscription (F 4 000) au compte du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (091-2310900-01).

**MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST****Waters en Bossen. — Jachtexamen 1993**

In toepassing van artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 21 januari 1991 tot inrichting van het jachtexamen zal op 24 april 1993 een jachtexamen ingericht worden.

De aanvragen tot deelneming aan dit examen moeten door middel van een bij de Dienst van Waters en Bossen, Trierstraat 49, 1040 Brussel, beschikbaar formulier worden ingediend. Dit formulier moet, volledig ingevuld, ten laatste vijftig kalenderdagen vóór hoger vermelde datum (dit wil zeggen ten laatste op 5 maart 1993) bij aangetekende brief toekomen op hoger vermeld adres.

Zij moeten volgende gegevens op een fiche bevatten :

- naam, voornamen en juist adres van de kandidaat;
- verklaring van de kandidaat dat hij het examenprogramma kent, evenals de voorwaarden tot deelneming aan het jachtexamen.

De kandidaten zullen op voorhand hun inschrijvingsgeld (F 4 000) storten op de rekening van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (091-2310900-01).